



SYRIE : Coups de semonce russes

Le conflit syrien risque de dégénérer en guerre mondiale

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 10 juin 2012

voltaire.net.org 10 juin 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [SYRIE](#)

La crise syrienne a changé de nature. Le processus de déstabilisation qui devait ouvrir la voie à une intervention militaire légale de l'Alliance atlantique a échoué. Ôtant leur masque, les États-Unis ont publiquement évoqué la possibilité d'attaquer la Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité, comme ils le firent au Kosovo. C'était feindre d'ignorer que la Russie de Vladimir Poutine n'est pas celle de Boris Eltsine. Après s'être assuré du soutien chinois, Moscou a tiré deux coups de semonce en direction de Washington. La continuation des violations du droit international par l'OTAN et le CCG risque désormais d'ouvrir un conflit mondial.



Lors de la célébration de la victoire contre le nazisme, le 9 juin dernier, le président Vladimir Poutine a insisté sur la nécessité pour la Russie de se tenir prête à un nouveau sacrifice.

Le président Vladimir Poutine a placé son troisième mandat sous le signe de l'affirmation de la souveraineté de son pays face aux menaces directement lancées contre la Fédération de Russie par les États-Unis et l'OTAN. Moscou a maintes fois dénoncé l'élargissement de l'OTAN, l'installation de bases militaires à ses frontières et le déploiement du bouclier antimissile, la destruction de la Libye et la déstabilisation de la Syrie.

Les jours suivant son intronisation, M. Poutine a passé en revue l'industrie militaire russe, ses forces armées, et son dispositif d'alliance [1]. Il a poursuivi cette mobilisation en

choisissant de faire de la Syrie la ligne rouge à ne pas franchir. Pour lui, l'invasion de la Libye par l'OTAN est comparable à celle de la Tchécoslovaquie par le IIIe Reich, et celle de la Syrie —si elle devait avoir lieu— serait comparable à celle de la Pologne qui déclencha la Deuxième Guerre mondiale.

Toute interprétation de ce qui se passe actuellement au Levant en termes intérieurs syriens de révolution/répression est non seulement faux, mais dérisoire au regard des vrais enjeux et relève de la simple communication politique. La crise syrienne est avant tout une étape du « remodelage du Moyen-Orient élargi », une nouvelle tentative de détruire « l'Axe de la Résistance », et la première guerre de « la géopolitique du gaz » [2]. Ce qui se joue actuellement en Syrie, ce n'est pas de savoir si Bachar el-Assad parviendra à démocratiser les institutions qu'il a reçues en héritage ou si les monarchies wahhabites du Golfe parviendront à détruire le dernier régime laïque de la région et à imposer leur sectarisme, mais quelles frontières séparent les nouveaux blocs, OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord) et OCS (Organisation de coopération de Shanghai) [3].

Certains de nos lecteurs ont probablement sursauté à la lecture de la phrase précédente. En effet, depuis des mois, les médias occidentaux et du Golfe leur martèlent à longueur de journées que le président el-Assad incarne une dictature sectaire au profit de la minorité alaouite, tandis que son opposition armée incarne la démocratie pluraliste. Un simple regard sur les événements suffit à discréditer cette présentation mensongère. Bachar el-Assad a convoqué successivement des élections municipales, un référendum et des élections législatives. Tous les observateurs se sont accordés à dire que les scrutins se sont déroulés de manière sincère. La participation populaire a atteint plus de 60 % alors même que les Occidentaux les ont qualifiés de « farces » et que l'opposition armée qu'ils soutiennent a empêché les citoyens de se rendre aux urnes dans les quatre districts qu'ils contrôlent. Dans le même temps, l'opposition armée a multiplié les actions non seulement contre les forces de sécurité, mais contre les civils et tous les symboles de la culture et du multi-confessionnalisme. Ils ont assassiné les sunnites progressistes, puis tué au hasard alaouites et chrétiens pour contraindre leurs familles à fuir. Ils ont brûlé plus de mille cinq cents écoles et églises. Ils ont proclamé un éphémère Emirats islamique indépendant à Baba Amr où ils ont institué un Tribunal révolutionnaire qui a condamné à mort plus de 150 mécréants, égorgés un à un en public par leur bourreau. Et ce n'est pas le pitoyable spectacle de quelques politiciens dévoyés, réunis au sein d'un Conseil national syrien en exil, affichant un projet démocratique de façade sans rapport avec la réalité de terrain des crimes de l'Armée « syrienne » libre, qui masquera plus longtemps la vérité. Au demeurant, qui peut croire que le régime laïque syrien, dont l'exemplarité était célébrée il y a peu, serait devenu une dictature confessionnelle, tandis que l'Armée « syrienne » libre, soutenue par les dictatures wahhabites du Golfe et obéissant aux injonctions de prédicateurs takfiristes serait un parangon du pluralisme démocratique ?

L'évocation par des dirigeants US d'une possible intervention internationale hors mandat de l'ONU, à la manière dont l'OTAN avait démembré la Yougoslavie, a suscité inquiétude et colère à Moscou. La Fédération de Russie, qui jusqu'ici se tenait en position défensive, a décidé de prendre l'initiative. Ce changement stratégique est dû à l'urgence de la situation du point de vue russe, et à l'évolution favorable sur le terrain en Syrie [4].

Moscou a proposé de créer un Groupe de contact sur la Syrie qui réunirait l'ensemble des États concernés, c'est-à-dire à la fois les États voisins, les puissances régionales et internationales. Il s'agit de substituer un forum de dialogue à l'actuel dispositif belliqueux mis en place par les Occidentaux sous le vocable orwellien de « Conférence des Amis de la

Syrie ».

La Russie continue à soutenir le Plan Annan —qui est en fait la reprise à peine modifiée du plan présenté par Sergey Lavrov à la Ligue arabe—. Elle déplore que ce plan ne soit pas appliqué, mais rejette la culpabilité sur la faction de l'opposition qui a pris les armes. Selon A.K. Lukashevich, un des porte-parole du ministère des Affaires étrangères, l'Armée « syrienne » libre est une organisation illégale au regard du droit international. Bien qu'elle assassine chaque jour 20 à 30 soldats syriens, elle est publiquement soutenue par les États de l'OTAN et du CCG en violation du Plan Annan [5].

Se posant en faiseur de paix face à une OTAN faiseur de guerre, Vladimir Poutine a demandé à l'OTSC de se préparer à déployer des « *chapkas bleues* » en Syrie, à la fois pour séparer les belligérants syriens et pour combattre les forces étrangères. Nicolai Bordyuzha, secrétaire général de l'OTSC, a confirmé qu'il dispose de 20 000 hommes formés pour ce type de mission et immédiatement disponibles [6]

Ce serait la première fois que l'OTSC déploierait une force de paix hors de l'ancien espace soviétique. Piqué au vif, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a tenté de saboter cette initiative en proposant soudainement d'organiser lui aussi un Groupe de contact.

Réunissant à Washington le groupe de travail sur les sanctions de la Conférence des Amis de la Syrie, la secrétaire d'Etat US Hillary Clinton a fait fi de la proposition russe et a surenchéri en faveur d'un changement de régime [7].

En Turquie, des parlementaires d'opposition ont visité les camps de réfugiés syriens. Ils ont constaté l'absence de plus d'un millier de réfugiés enregistrés par les Nations Unies dans le principal camp et, au contraire, la présence d'un arsenal dans le camp. Ils ont alors interrogé à l'Assemblée le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan exigeant qu'il révèle le montant de l'aide humanitaire accordée aux réfugiés fantômes. Les députés considèrent que le camp de réfugiés est une couverture pour une opération militaire secrète. Il abrite en réalité des combattants, principalement libyens, qui l'utilisent comme base arrière. Les députés ont émis l'hypothèse que ces combattants sont ceux qui se sont introduits dans le district de Houla lorsque le massacre a été perpétré.

Ces informations confirment les accusations de l'ambassadeur russe au Conseil de sécurité, Vitaly Churkin, selon lesquelles, le représentant spécial de Ban Ki-moon en Libye, Ian Martin, a utilisé des moyens de l'ONU destinés aux réfugiés pour acheminer en Turquie des combattants d'Al Qaeda [8].

En Arabie saoudite, la fracture entre le roi Abdallah et le clan des Sudeiris s'est à nouveau manifestée. À l'invitation d'Abdallah Ier, le Conseil des oulémas a publié une fatwa stipulant que la Syrie n'est pas une terre de jihad. Mais, dans le même temps, le prince Fayçal, ministre des Affaires étrangères appelait à armer l'opposition contre « *l'usurpateur alaouite* ».

La journée du jeudi 7 juin a été riche en événements. Alors que Ban Ki-moon et Navi Pillay, respectivement secrétaire général et Haut-commissaire aux Droits de l'homme, dressaient leur réquisitoire contre la Syrie devant l'Assemblée générale de l'ONU, Moscou a procédé à deux tirs de missiles balistiques intercontinentaux.



Le missile Boulava tire son nom d'une antique masse d'arme slave faisant office de bâton de maréchal des armées cosaques.

Le colonel Vadim Koval, porte-parole du RSVN, a admis le test d'un *Topol* —lancé depuis un silo près de la Caspienne—, mais n'a pas confirmé celui d'un *Boulava* depuis un sous-marin en Méditerranée. Cependant, le tir a été observé dans tout le Proche-Orient, d'Israël à l'Arménie, et il n'existe aucune autre arme connue qui puisse laisser de telles traces dans le ciel [9].

Le message est clair : Moscou est prêt à la guerre mondiale, si l'OTAN et le CCG ne se plient pas aux obligations internationales telles que définies par le Plan Annan, et persistent à alimenter le terrorisme.

Selon nos informations, ce coup de semonce avait été coordonné avec les autorités syriennes. De même que Moscou avait encouragé Damas à liquider l'Émirat islamique de Baba Amr sitôt l'autorité du président el-Assad confirmée par le référendum constitutionnel, de même il a encouragé le président à liquider les groupes de mercenaires présents dans le pays sitôt le nouveau Parlement et le nouveau Premier ministre installés. L'ordre a été donné de passer d'une stratégie défensive à une action offensive pour protéger la population du terrorisme. L'armée nationale est donc passée à l'attaque des bastions de l'Armée « syrienne » libre. Les combats des prochains jours s'annoncent difficiles, d'autant que les mercenaires disposent de mortiers, de missiles anti-chars et désormais de missiles sol-air.

Pour faire baisser la tension, la France a immédiatement accepté la proposition russe de participation à un Groupe de contact *ad hoc*. Washington a dépêché en urgence Frederic C. Hof à Moscou. Contredisant les propos tenus la veille par la secrétaire d'État, Hillary Clinton, M. Hof a à son tour accepté l'invitation russe.

Il n'est plus temps de se lamenter sur l'extension des combats au Liban, ni de pérorer sur une possible régionalisation du conflit. Depuis 16 mois qu'ils déstabilisent la Syrie, l'OTAN et le CCG ont créé une situation sans issue qui peut désormais dégénérer en guerre mondiale.

Thierry Meyssan

Notes

[1] Agenda du président Poutine :

7 mai : investiture du président Vladimir Poutine

8 mai : nomination de Dmitry Medvedev comme Premier ministre

9 mai : célébration de la victoire contre l'Allemagne nazie

10 mai : visite du complexe militaro industriel russe

11 mai : réception du président abkhaze

12 mai : réception du président sud-ossète

14-15 mai : rencontre informelle avec les chefs d'États de l'OTSC.

18 mai : visite de l'institut de recherche de défense Cyclone

25 mai : revue des sous-marins atomiques

30 mai : réunion avec les principaux responsables de la Défense

31 mai : réunion du Conseil de sécurité russe

4-7 juin : visite en Chine, sommet de l'OCS

7 juin : visite au Kazakhstan durant le tir de missile Topol

[2] « [La Syrie, centre de la guerre du gaz au Proche-Orient](#) », par Imad Fawzi Shueibi, Réseau Voltaire, 8 mai 2012.

[3] « [Moscou et la formation du Nouveau Système Mondial](#) », par Imad Fawzi Shueibi, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 13 mars 2012.

[4] « [L'affaire de Houla illustre le retard du renseignement occidental en Syrie](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 juin 2012.

[5] « [Comment of Official Representative of the Ministry of Foreign Affairs of Russia A.K. Lukashevich on the Question of Interfax related to the statement made by Representative of so-called Free Syrian Army S.Al-Kurdi](#) », Ministère russe des Affaires étrangères, 5 juin 2012.

[6] « [Syrie : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC](#) », Réseau Voltaire, 3 juin 2012.

[7] « [Friends of the Syrian People Sanctions Working Group](#) », déclaration à la presse d'Hillary Clinton, Département d'État, 6 juin 2012.

[8] « [La Libye, les bandits-révolutionnaires et l'ONU](#) », par Alexander Mezyaev, Traduction Julia, Strategic Culture Foundation (Russia), Réseau Voltaire, 17 avril 2012.

[9] « [7 juin 2012 : la Russie manifeste sa supériorité balistique nucléaire intercontinentale](#) », Réseau Voltaire, 8 juin 2012.

✘ *Thierry Meyssan : Intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Professeur de Relations internationales au Centre d'études stratégiques de Damas. Dernier ouvrage en français : [L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations](#) (éd. JP Bertrand, 2007).*

La source originale de cet article est [voltairenet.org](#)

Copyright © [Thierry Meyssan](#), [voltairenet.org](#), 2012

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca